

VI^e Colloque International « TIC & Territoire : Quels développements ? »

14 & 15 juin 2007

Université Jean Moulin, Lyon III

***TERRITOIRES, PROJETS URBAINS ET PARTICIPATION CITOYENNE :
DIALOGUE URBAIN ET PARTAGE DE L'INFORMATION***

Joseph Salamon,

Chercheur associé en Sciences de l'information – communication et en Urbanisme

joe_salamon@yahoo.com , + 33 6 08 02 59 49

Adresse postale

Joseph Salamon,
50 rue Chevreul ★ 69007 Lyon

Laboratoires de recherche

ELICO : Equipe Lyonnaise de recherche en Science de l'information et de communication

Et Laboratoire EVS – UMR 5600 : Environnement, Villes et Sociétés

Résumé : La participation des habitants dans l'élaboration des projets urbains est en pleine mutation ces dernières années : cette participation est souvent handicapée par un manque d'information technique. Cet article montre à travers l'exemple lyonnais qu'il y a une urgence de partager l'information technique voire une culture urbaine commune entre les différents acteurs pour une meilleure gouvernance durable.

Mots clés : Participation, information, urbanisme, pédagogie, dialogue

Summary : Public participation in urban planning is in progress these last years. A participation often blocked by incomplete urban information. This contribution shows through the Lyon's example the urgency to share technical information and urban culture between the different actors for a better sustainable development.

Keywords: Participation, information, urbanism, pedagogy, dialogue

TERRITOIRES, PROJETS URBAINS ET PARTICIPATION CITOYENNE : LE PARTAGE DE L'INFORMATION

1 - L'INFORMATION AU SERVICE DE L'URBANISME : ENJEUX DU DEBAT

1.1 – Emergence du débat sur la ville

Ces dernières années, nous observons une évolution importante de la démocratie participative en particulier dans le domaine de l'urbanisme : en effet, plusieurs collectivités territoriales ou regroupement de communes ne cessent d'afficher leurs politiques de dialogue, d'ouverture et de débat avec la société civile.

Ainsi, on voit émerger des référentiels locaux incarnant des engagements politiques (charte de la citoyenneté à Poitiers, charte de la démocratie locale de Clichy La Garenne, charte de la participation du Grand Lyon, charte de la participation citoyenne d'Echirolles...) ou des lieux de proximité ouverts à la population. (Maison du citoyen de Villeurbanne, maison des habitants d'Echirolles, maison des initiatives citoyennes Agora de Nanterre...)

On peut même parler aujourd'hui de « concurrence locale » dans le domaine de la participation citoyenne qu'on pourra qualifier « d'attractivité participative » et qui touche plusieurs secteurs de la ville, en particulier ceux de l'urbanisme et du développement urbain. Et dans ce domaine, il suffit d'observer l'abondance des actions mises en place à ce niveau dans plusieurs collectivités pour réaliser l'ampleur de ce phénomène : atelier d'urbanisme de Perpignan, atelier de travail urbain de Grande-Synthe, atelier populaire d'urbanisme de Lille, atelier public urbain et social d'Echirolles...

Ainsi, et loin de parler d'un seul effet de mode, on observe ces dernières années une réelle évolution qui touche les pratiques professionnelles des urbanistes. Tomas (1995, p.137) évoque même une nouvelle culture qui s'incarne dans la notion de projet urbain :

« la nouvelle culture a 20 ans : le projet urbain s'est présenté dès le départ comme l'expression d'une volonté politique de la

société et non comme le produit d'une réflexion pseudo scientifique...pour être pleinement l'expression d'une volonté de la société, le projet urbain doit, en effet, être élaboré et mis en œuvre en concertation. »

Or ces nouvelles pratiques urbaines participatives se confrontent sur le terrain par la complexité des problèmes locaux et la divergence entre les différents acteurs, auxquels s'ajoutent les nouveaux rythmes de la vie qui rendent le dialogue important voire nécessaire :

« De nouveaux rythmes, instables, indéfinis, inconnus et de plus en plus individualisés s'emparent des espaces publics. Ces rythmes prennent place en douceur sans transgresser les temps classiques de la ville. On parle désormais de nouveaux temps des espaces publics...une évolution qui rend la concertation avec les usagers des lieux nécessaire voire incontournable, si l'on veut aménager des espaces durables et adaptés ». (Salamon4, 2006)

Ce débat sur l'intérêt de la participation citoyenne en urbanisme semble être plus fort même en milieu professionnel qu'en milieu universitaire ; un débat qui appelle les différents acteurs à travailler ensemble et à reconnaître l'intérêt de chacun d'eux. Selon Ingallina (2001, p.121) *« la ville n'est pas le résultat d'une réflexion organisée au préalable, mais du jeu d'une multiplicité d'acteurs qui contribuent à une mise en forme continue de ses espaces ».*

Dans ce jeu d'acteurs, la population civile réclame une place centrale : on parle désormais des habitants *« experts de leur cadre de vie qui effectuent une lecture de l'espace à partir des usages et des besoins qu'ils ont ».* (Salamon5, 2006, p.86)

Cette place centrale de la population civile s'incarne également par des lois récentes visant une meilleure participation citoyenne dans la construction et dans l'élaboration des projets urbains : loi Solidarité et Renouvellement

Urbain (2000) qui a élargi le champ de la concertation préalable, loi démocratie de proximité (2002) qui a instauré les conseils de quartier et qui a élargi le débat public... Mais ces lois, bien qu'elles fixent un cadre pour la concertation, ne définissent pas les modalités et les outils qui doivent être mis en place par les maîtres d'ouvrage : quelques-uns se limitent à la simple information, d'autres utilisent la consultation d'avis, d'autres pratiquent la concertation et le débat et d'autres essaient même la co-production. Dans ce sens, Ingallina (2001, p.97) parle du projet urbain comme «une opération de transformation urbaine qui a constitué une prise de conscience, pour les habitants, de la nécessité qu'ils s'impliquent davantage dans l'évolution de leur ville, en évitant qu'on efface la mémoire des lieux et, avec elle, la valeur symbolique dont ils ont été chargés dans le temps».

Or justement, parler d'une participation citoyenne en urbanisme c'est évoquer une confrontation entre le milieu professionnel « armé » par des connaissances techniques et juridiques, celui des élus légitimé par leurs projets locaux et celui des habitants représentants leurs vécus, leurs pratiques sociales et leurs attentes.

Ainsi, parler de ZAC (zone d'aménagement concerté), de PLU (plan local d'urbanisme) ou de PADD (projet d'aménagement et de développement durable)... , ne serait évident si l'on n'explique pas derrière la finalité et le cadre juridique de chaque sigle employé et outil utilisé ; de l'urbanisme réglementaire à l'urbanisme opérationnel, le projet urbain nécessite ainsi un partage d'un minimum d'information :

« Face au projet urbain, on ne peut que se poser la question de l'habitant comme citoyen et comme citoyen. Est-il possible d'avoir une culture partagée d'un projet urbain, qui serait unanimement reconnue ? ». (Bruston, 1993, p.15)

Or comment l'information technique est-elle communiquée, perçue, débattue et partagée par la société civile ? Parle-t-on de la même chose lors des débats ? Quel est le niveau d'implication de la société civile dans un réel processus de partage de l'information ? Est-ce

que les collectivités territoriales sont-elles conscientes de ce manque d'information technique ?

1.2 – Objectifs et méthode

Cet article vise à analyser les enjeux qui entourent le partage de l'information technique dans le domaine de l'urbanisme. Il vise à répondre aux questions déjà soulevées et ceci en se basant sur l'analyse d'une expérience locale : il s'agit des ateliers de dialogue urbain mis en place depuis 2004 par la communauté urbaine de Lyon en association avec quelques mairies d'arrondissement de Lyon. Des ateliers qui visent justement le partage de l'information sur la ville entre les élus, les techniciens et la société civile, en particulier les conseils de quartier.

Quand à la méthode de recherche, elle est basée sur deux outils principaux :

- Observation des ateliers et entretiens avec des participants
- Analyse de la presse locale

Le premier outil regroupe des observations et des entretiens menés en 2004, 2005 et 2006 auprès des participants aux ateliers, en particulier ceux issus de la société civile. Des entretiens basés sur 3 questions principales :

- qu'est-ce qui vous attire le plus dans ces ateliers ?
- comment est communiquée l'information technique lors de ces ateliers ?
- comment évaluez-vous le niveau de débat dans ces ateliers ?

Le deuxième outil se base sur une analyse de la presse locale qui a évoqué à plusieurs reprises les objectifs et les apports de ces ateliers.

Nous proposons dans un premier temps de présenter les objectifs, le contenu et les modalités de fonctionnement de ces ateliers. Nous présenterons dans un deuxième temps les résultats de nos entretiens et observations ainsi que les analyses du discours de la presse locale essayant ainsi d'apporter des éléments de réponses aux questions déjà soulevées.

Nous partons sur l'hypothèse qu'un développement durable des territoires est conditionné par un réel processus de partage de l'information technique entre les différents acteurs de la ville, en particulier avec la société civile.

2 – LES ATELIERS DE DIALOGUE URBAIN DE LYON OU L'INFORMATION PARTAGEE

2.1 – les ateliers de dialogue urbain de Lyon : cadre global et objectifs

La communauté urbaine de Lyon a mis en place en 2003 une charte de la participation visant à confirmer le choix politique des élus envers le dialogue et le débat démocratique avec la société civile. Cette charte vise à renforcer la démocratie participative et à améliorer et à enrichir les projets publics en prenant en compte les spécificités locales des sites. Il s'agit d'un document de référence global de concertation à l'échelle de l'agglomération lyonnaise. (Salamon1, 2006, p.14)

Une concertation qui se définit selon cette charte comme un outil d'aide à la décision (et non pas de co-décision) et comme un outil d'aide pour enrichir les projets (et non pas les dessiner à la place des concepteurs).

Dans ce cadre, la communauté urbaine de Lyon a lancé un programme de formation pour les services techniques afin de renforcer leurs compétences en matière de concertation. (Salamon2, 2006, p.63). Un guide méthodologique a été même élaboré en 2006 par la communauté urbaine de Lyon pour inciter les chefs de projets à intégrer la concertation dans la démarche projet en leur proposant des stratégies et des outils voire des méthodologies de travail.

C'est dans cet élan participatif que la communauté urbaine de Lyon a décidé de mettre en place les ateliers de dialogue urbain afin que la formation et l'échange dépassent celui des élus et des techniciens pour s'ouvrir à la société civile : l'objectif étant de trouver un espace de dialogue dépourvu de toute tension qu'on pourrait retrouver dans une concertation opérationnelle ciblée sur un projet particulier.

Deux grands objectifs sous-tendent ces ateliers :

- Le premier politique, celui de promouvoir la participation citoyenne et le débat entre les différents acteurs
- Le deuxième urbanistique, celui de diffuser une culture urbaine commune auprès des acteurs de la ville

Deux objectifs qui soulèvent le souci de la pédagogie urbaine, de la pédagogie du dialogue : comment se réapproprier les mots des uns et des autres ? Comment apprendre à dialoguer ensemble, chacun restant à son rôle tout en respectant le rôle de l'autre ? Quel est le cadre juridique et administratif de tel ou tel domaine et quels sont les points de vue des différents acteurs ?

Parallèlement à ce souci pédagogique, la ville de Lyon a mis en place en 2002 des conseils de quartier (34 conseils de quartier) dans les différents arrondissements de Lyon, devenus obligatoire dans le cadre de la loi démocratie de proximité de 2002 : des instances de plus en plus consultées et associées dans les démarches participatives dans le domaine de l'urbanisme.

Or ces conseils qui regroupent des habitants en grande partie, manquent souvent d'information pour pouvoir débattre et donner leur avis sur tel ou tel point.

En plus de ce manque d'information, plusieurs élus et techniciens ne trouvent pas de réels intérêts dans leur participation : « ils ne parlent que de crottes de chiens », affirmait un technicien rencontré dans le cadre d'une autre enquête.

Les élus de la communauté urbaine de Lyon (compétents en matière d'urbanisme) ont décidé en 2004 en association avec les élus du 7^{ème} arrondissement de Lyon (compétents en conseils de quartier) de lancer les ateliers de dialogue urbain en mettant les conseils de quartier au centre du dialogue. Ainsi, les premiers ateliers ont eu lieu à la mission Gerland, entité issue de la ville de Lyon et de la communauté urbaine de Lyon et en charge de l'aménagement du quartier de Gerland, situé dans le 7^{ème} arrondissement de Lyon.

Ainsi, ces ateliers regroupent en plus des représentants des conseils de quartier des habitants, des élus, des professionnels de l'aménagement ainsi que des enseignants et des chercheurs. En moyenne, ils regroupent une quarantaine de personnes chaque fois.

Ces ateliers abordent des thématiques en relation avec les enjeux de la ville ; ainsi, chaque atelier porte sur une thématique urbaine précise : patrimoine, développement durable, déplacements, espaces publics, logement social...

2.2 – fonctionnement des ateliers

Chaque atelier est composé de deux étapes formelles et une étape informelle :

- La première étape, de 40 minutes environ regroupe des présentations de 10 minutes environ chacune sur la thématique de l'atelier : les présentations (4 au maximum), sont assurées par des intervenants issus du monde professionnel et universitaires en plus d'un représentant des conseils de quartier. Ce dernier restitue le travail de son conseil de quartier sur la thématique en question en apportant des réflexions de la société civile sous forme de questions, d'attentes et de propositions. Chaque intervention apporte des éléments d'information sur la thématique en question et prépare ainsi la partie réservée aux débats.
- La deuxième étape est le temps du débat et du dialogue dans lequel les participants essaient de confronter leurs avis et points de vue pour comprendre les enjeux du thème de l'atelier. Cette étape dure environ une heure.
- Enfin, la troisième étape, informelle, est une prolongation du débat autour d'un pot de l'amitié et dans lequel les participants essaient d'approfondir le dialogue, en particulier ceux qui ne souhaitent pas prendre la parole en public ou qui cherchent un complément d'information.

Ces ateliers initiés en 2004 dans le quartier de Gerland (dans le 7^{ème} arrondissement de Lyon)

s'intitulaient avant les ateliers de dialogue urbain de Gerland (ADUG) ; en 2005, et vu leur succès, ils ont été élargis au 9^{ème} arrondissement et ont pris le nom d'aujourd'hui, les ateliers de dialogue urbain de Lyon (ADUL). En plus de cette évolution du nom et de la géographie, l'intervention des représentants des conseils de quartier de la partie présentation et débat, a été restructurée : dorénavant, il s'agit de présenter les résultats d'un questionnaire qui sera rempli auprès des habitants sur la thématique en question et qui sera analysé par les représentants des conseils de quartier sous le pilotage du chef de projets Grand Lyon en charge de piloter et d'animer ces ateliers.

En 2007, victimes de leur succès, une décision a été prise d'élargir ces ateliers au 4^{ème} arrondissement de Lyon. Le premier sera programmé pour le début de l'été 2007.

Quand aux fréquences de ces ateliers, ils étaient 4 ateliers par an en 2004 et ont été réduits à 3 ateliers par arrondissement par an depuis 2005.

3 – PARTAGE DE L'INFORMATION TECHNIQUE ET VECU DES HABITANTS : ANALYSES ET SYNTHESES

3.1 – entretiens et observations

Selon nos observations, les deux ateliers de dialogue urbain qui ont été mis en place ont témoigné à la fois d'une certaine découverte mutuelle ainsi qu'un sentiment de méfiance entre les différents acteurs : c'est à partir du 3^{ème} atelier que les objectifs visés ont été atteints.

En effet, lors du premier atelier, le Maire de l'arrondissement présent avec quelques adjoints (en particulier l'adjoint à l'urbanisme et l'adjoint aux déplacements) a rappelé ses engagements envers une meilleure participation citoyenne expliquant les objectifs des ateliers de dialogue urbain. Ensuite le chef de projet Grand Lyon (en charge de ces ateliers) a détaillé leurs modalités de fonctionnement.

La première partie, celle des présentations a été assurée avec un vrai souci de clarté et de pédagogie : le défi des intervenants, en

VI^e Colloque International « TIC & Territoire : Quels développements ? »

14 & 15 juin 2007

Université Jean Moulin, Lyon III

particulier des enseignants chercheurs était de pouvoir expliquer par des mots « grand public » et en peu de temps (15 minutes maximum) une ou deux idées majeures pour préparer ainsi le débat de la 2^{ème} partie. Ne s'agissant pas d'une présentation dans un cadre scientifique, ils devaient mobiliser leurs compétences pédagogiques pour apporter à la fois des éléments de connaissance et de réflexion et inciter les participants à réfléchir sur la thématique en question en allant parfois jusqu'à la provocation. Cet esprit de présentation a été préparé avec le chef de projet préalablement à l'atelier.

Et justement, et pour bien s'éloigner des questions pratiques et marquer le niveau du débat souhaité dès le début, le premier atelier a porté sur les représentations / perceptions de la ville par ses différents acteurs.

Toujours dans cette première partie, une intervention a été présentée par un membre du conseil de quartier qui a évoqué les représentations des habitants de leur quartier. Dans cette intervention, la personne a presque lu la totalité de la présentation, tout en faisant parfois des clins d'œil aux différents participants ; elle nous a dévoilé ces sentiments après l'atelier : « c'est la première fois que je communique dans un atelier de ce type : je pensais tout le temps à ces universitaires qui m'ont précédés en me demandant si j'allais pas être ridicule avec ma présentation après les avoir écoutés », nous confiait cette personne. « Cela m'a pris toute la semaine pour se préparer et je l'ai présenté plusieurs fois devant mon mari : je suis soulagée car je voyais que tout le monde jouait le jeu sans aucun jugement sur ma présentation », poursuit-elle.

Ainsi, cette première partie a permis aux intervenants de partager leurs points de vue et d'entendre ainsi des réflexions d'universitaire, de praticiens, d'élus et d'habitants. « On n'est pas habitué à entendre une présentation faite par un habitant : je trouve qu'elle a bien assuré son travail quand même », nous disait un autre participant membre du conseil de quartier.

Quand à la partie débat, elle a commencé par des questions plutôt directes sur les présentations ; ensuite, et ne sachant pas comment agir, quelques habitants ont essayé

d'aller droit aux « crottes de chiens » posant ainsi des questions pratiques en relation avec telle ou telle opération : cela a été vite recadré par le chef de projet qui a rappelé les objectifs du débat. Il fallait mettre en confiance les élus (qui n'étaient pas là pour présenter des opérations) ainsi que les intervenants qui n'étaient pas là également pour résoudre tel ou tel problème.

La présence des universitaires a bien aidé dans ce premier débat à élever le niveau des réflexions et à pousser les différents participants à prendre du recul face à leurs problèmes quotidiens. Ainsi, et loin de mépriser les questions « pratico-pratiques », le débat a été orienté sur le sens de la thématique de l'atelier et a permis de dévoiler les perceptions et les représentations des différents acteurs : des perceptions parfois contradictoires entre les chercheurs, les praticiens, les élus et les habitants et qui ont enrichi le dialogue.

Quand au deuxième atelier, il a permis aux participants de confirmer les objectifs des ateliers de dialogue urbain et de partager l'information communiquée dans un esprit d'ouverture et de critique. Ce deuxième atelier a été une sorte de « régulateur » puisqu'il a confirmé l'esprit des présentations et des débats : un esprit largement confirmé lors de nos entretiens et enquêtes suivis depuis le lancement de ces ateliers et jusqu'à aujourd'hui.

En effet, et selon notre enquête, les habitants participants aux ateliers éprouvent un sentiment de satisfaction assez remarquable :

Pour 75% d'entre eux, le premier atout de ces ateliers c'est qu'ils leur permettent d'être écoutés et reconnus en tant qu'acteurs à part entière face aux techniciens et élus présents : ce sentiment de respect et d'écoute contribue à construire une confiance selon les mots des habitants enquêtés.

Cette instance leur permet ainsi de se rencontrer et de se connaître, car finalement, derrière chaque statut qu'il soit d' élu, de technicien ou d'habitants, se retrouve une

VI^e Colloque International « TIC & Territoire : Quels développements ? »

14 & 15 juin 2007

Université Jean Moulin, Lyon III

« personne humaine » abordable et qu'il faut connaître.

Toujours dans ce premier aspect d'attractivité de ces ateliers, 65% des enquêtés ont confirmé que ce qui les attire le plus c'est la qualité des présentations assez riches et assez abordables par le grand public.

Ces deux atouts principaux largement cités lors de nos entretiens ont été expliqués et détaillés dans les deux questions qui ont suivi la première sur l'intérêt de ces ateliers.

En effet, nous avons interrogé les habitants participants sur les modalités de communication des informations présentées lors de ces ateliers :

80% des enquêtés ont confirmé qu'il s'agit de présentations à la fois riches en information techniques et accessibles au grand public : « nous voyons le travail pédagogique derrière ces présentations » affirme un des enquêtés, « c'est dommage qu'on n'ait pas le même type de communication technique lors des concertations sur les projets » poursuit-il.

La plupart des enquêtés affirment ne pas oser prendre la parole en public pour demander la signification des sigles souvent utilisés par les urbanistes lors des réunions et ateliers de concertation : « PDU, PLU...on n'ose pas demander ce que cela signifie quand il s'agit de débat vif sur tel ou tel sujet » confirme un habitant enquêté, « ici, on sent que les techniciens sont plus conscients et plus sensibles pour nous expliquer la signification de chaque sigle ainsi que son contenu », poursuit-il.

En effet, même les élus ne cachent pas dans ces ateliers leur satisfaction de compléter leurs informations sur tel ou tel sujet, et cela se voit dans les questions qu'ils posent. « Ce moment de construction d'une culture urbaine commune met à plat le sens des mots et des actions et permet à chacun d'avoir un recul sur son vécu et sur ses pratiques » confirme un habitant enquêté.

Cette question a soulevé lors de nos enquêtes l'importance des outils de communication en particulier la disponibilité des techniciens à expliquer le contenu et les enjeux des procédures qu'ils évoquent et qu'ils utilisent. Une grande partie des participants habitants

confondaient par exemple concertation préalable et enquête publique et ne savaient pas pourquoi on utilise l'une ou l'autre et dans quels objectifs.

Quand à la 3^{ème} question, elle a porté sur le niveau et la qualité du débat lors de ces ateliers : les habitants enquêtés n'ont pas caché leur satisfaction à l'issue des débats formels et informels : « je ne savais pas que les élus étaient aussi proches que ça...je n'ai jamais osé prendre la parole lors d'une concertation, ici je pose toutes les questions qui m'intéressent sans me soucier sur l'intérêt ou sur l'importance de mes questions...je suis désolé qu'on ait pas le même type de débat lors des concertations, pourtant il s'agit des mêmes acteurs... ». Plusieurs citations évoquées par des habitants lors de nos enquêtes.

Des citations qui témoignent d'un besoin réel d'engager un vrai débat autour des problèmes de la ville : durant nos enquêtes, quelques élus n'ont pas caché leur souhait d'engager le même type de débat dans les concertations sur les opérations. Ceci s'est même concrétisé dans le 7^{ème} arrondissement de Lyon autour de l'aménagement de la place Antonin Perrin rebaptisée Charles Mérieux, où les mêmes participants aux ateliers de dialogue urbain ont travaillé avec le concepteur, les techniciens et les élus pendant plusieurs mois pour construire des projets partagés. (Salamon I, 2006, p.14)

Ainsi, cet apport réel des ateliers de dialogue urbain sur les concertations a été largement confirmé par les élus et les acteurs du projet qui étaient largement satisfaits de la qualité et du niveau du débat : « on se connaît dorénavant : on a construit une confiance mutuelle », confirme un habitant enquêté et qui a participé à la fois dans les ateliers de dialogue urbain et dans la concertation sur l'aménagement de la place Charles Mérieux.

Ainsi, ces entretiens auprès des habitants participants ont dévoilé leur satisfaction sur la qualité du débat ; ils n'ont pas hésité en même temps critiquer les concertations sur les opérations et dans lesquelles les débats sont bloqués par des tensions et des sentiments de défiance. Ainsi, ce débat semble favoriser le passage d'un projet « imposé » vers un projet « concerté » élargissant le dialogue à d'autres niveaux, celui de l'information complète et de

VI^e Colloque International « TIC & Territoire : Quels développements ? »

14 & 15 juin 2007

Université Jean Moulin, Lyon III

la consultation d'avis. (Salamon 3, 2006, p.227)

Ces entretiens ont été confirmés par nos observations durant lesquelles nous avons pu apprécié l'ambiance de confiance et de débat constructif qui régnaient dans ces ateliers.

Cet air de confiance est analysé dans la partie suivante à travers le décodage de quelques articles publiés dans le journal lyonnais local, Le progrès, dans lequel les journalistes reflétaient leurs perceptions et avis ainsi que ceux des participants.

3.2 – les mots des journaux

Afin de bien comprendre la perception et la réception de ces ateliers face au grand public, nous avons analysé quelques articles publiés dans un journal local lyonnais, Le Progrès.

En commençant par l'analyse des titres des articles publiés, le quotidien « Le Progrès » du 14 octobre 2005 s'intitulait « l'urbanisme à portée des habitants » : un titre qui met en évidence le « technique » qui jusqu'alors était l'affaire des « experts » et des « élus » et qui s'ouvre aux habitants. Un premier titre qui explique en 3 mots le sens même de ces ateliers : l'urbanisme, une science, des pratiques opérationnelles donc des connaissances techniques, mais aussi la ville avec ses acteurs, en particulier les élus, les techniciens et les habitants, mais aussi les problèmes quotidiens et le vécu...qui sont mis en débat avec le grand public et les habitants qui deviennent enfin acteurs à part entière.

Cet article témoigne d'une nouvelle pratique urbaine (qu'évoquait F. Tomas) qui est devenue publique. Dans cet article du Progrès on ne cite pas les ateliers de dialogue urbain dans le titre mais dans le corps de l'article. Comme si cette action qui prenait naissance et qui n'était pas encore connue devrait se faire connaître dans son sens déjà, dans ses objectifs remarquablement résumés par le titre « l'urbanisme à portée des habitants ».

Quelques mois plus tard (10 avril 2006), le même journal évoquait la mise en place de ces ateliers dans le 9^{ème} arrondissement de Lyon par le titre suivant : « les ateliers de dialogue urbain s'invitent en mairie du 9è ».

Nous remarquons déjà qu'on cite désormais ces ateliers par leur nom, comme si l'action qui émergeait il y a quelques mois et qu'on évoquait par son sens est devenue une réalité : les ateliers de dialogue urbain !

Quand au verbe « s'invitent », il sous-tend une pratique et une culture qui ne demande pas d'autorisation pour s'installer, qui s'invite doucement entre les différents acteurs, sans pour autant s'imposer !

Enfin, « en mairie du 9 », ces ateliers s'invitent au sein de la démocratie représentative, au sein de la collectivité territoriale, incarnant ainsi la démocratie participative !

Quelques mois plus tard (30 mars 2007), le même journal intitulait son article : « pollution et déplacements en débats aux ateliers de dialogue urbain ».

Dans ce titre, c'est la thématique de l'atelier qui est mise en valeur dans son cadre désormais acquis « les ateliers de dialogue urbain » avec le mot clé « en débats » qui rappelle le sens de ces ateliers, celui de débattre sur la ville et ses enjeux complexes.

Ces différentes phrases évoquent ainsi la qualité des présentations : « éléments utiles », « explications claires », « statistiques précises », « informations de qualité »...Des phrases qui confirment nos enquêtes sur la communication pédagogique de la première partie de l'atelier.

Quand à la communication de l'information technique, elle semble s'assurer d'une manière assez claire et assez pédagogique :

« Des éléments utiles ont été fournis aux membres des conseils de quartier du 9è », « les ateliers de dialogue urbain ont eu une session passionnante en mairie du 9 », « chacun des intervenants a fourni des explications claires et de statistiques précises sur le domaine le concernant », « au terme de cette réunion, chacun a pu recueillir des informations de qualité sur les déplacements urbains et affiner ainsi ses connaissances »... toutes ces phrases du même journal témoignent ainsi du sens de ces ateliers qui visent ainsi le partage de

VI^e Colloque International « TIC & Territoire : Quels développements ? »

14 & 15 juin 2007

Université Jean Moulin, Lyon III

l'information voire la construction d'une culture urbaine commune.

En poursuivant notre analyse des mots, nous observons de nouveau le niveau de réception des présentations ainsi que du débat témoignant une fois de plus de la clarté du partage : « ...chargée de mission déplacements du Grand Lyon a présenté un exposé très technique et très précis sur les enjeux en matière de déplacements... », « ...du Grand Lyon a ensuite exposé minutieusement les problèmes de la pollution atmosphériques... », « les éléments fournis sur les déplacements urbains et la pollution atmosphérique ont vivement intéressé les présidents des conseils de quartier et le public vaisois... »...écrivait ce même journal pour refléter l'avis des participants traçant ainsi l'ambiance qui circule dans ces ateliers qui « s'invitent » doucement pour mettre « en débat » les sujets de la ville, pour que « l'urbanisme devienne à portée des habitants ».

4 - CONCLUSION : URBANISME ET INFORMATION, LA CONVERGENCE ?

La participation citoyenne dans l'élaboration des projets urbains ne cesse de s'élargir ces dernières années : cette participation est confrontée par un manque d'information et de connaissances techniques qui conditionnent un dialogue d'égalité et de qualité entre les différents acteurs. Ce manque d'information et de concertation est relié souvent à des enjeux complexes qui entourent les projets ainsi que la crainte des élus et des techniciens à ne pas pouvoir respecter leurs engagements ; une crainte de perdre le « pouvoir » qui s'accompagne souvent de tensions qui compliquent le dialogue et s'expliquent souvent par un manque de confiance entre les différents acteurs : des élus qui ont peur de perdre une partie de leur « pouvoir politique » en partageant la décision et des techniciens qui ont peur de perdre leur « pouvoir technique » voire leur légitimité en partageant l'élaboration des projets avec la société civile. D'où l'importance de créer des lieux de débat pour retisser cette confiance.

L'analyse des ateliers de dialogue urbain mis en place par la communauté urbaine de Lyon nous a permis de comprendre l'importance du partage de l'information : des ateliers qui visent à construire une culture urbaine commune et participative auprès des différents acteurs, en particulier les habitants. Un nouveau défi qui confronte les collectivités d'aujourd'hui pour un développement urbain local durable et partagé.

Cet article a soulevé ainsi l'importance de l'information au service de l'urbanisme, ouvrant ainsi de nouveaux champs de recherche à cheval entre les deux disciplines nécessitant ainsi des nouvelles recherches sur les conditions d'une meilleure information complète des différents acteurs.

BIBLIOGRAPHIE

- Bruston, A., (1993), "Citadin et citoyen, place du citoyen dans le projet urbain", in, *Comprendre, penser, construire la ville. Projet urbain : de l'intention à la réalisation, repères méthodologiques*, Direction de l'architecture et de l'urbanisme Paris, pp15.
- Ingallina, P. (2001), *Le projet urbain*, Edition Puf, Que sais-je?, Paris.
- Salamon, J. (2006), «Grand Lyon : vers une ingénierie de la concertation », *Revue urbanisme*. n° 346, p. 62-64.
- Salamon, J. (2006), «Promouvoir le dialogue urbain », *Traits urbains*. n° 8, p. 65.
- Salamon, J. (2006), «Le projet urbain et le paradoxe de la concertation. Vers une approche sémiotique de l'exemple beyrouthin», *Revue internationale Semiotica*. n°159-1/4 (2006), Mouton De Gruyter, Amsterdam, p. 225-239.
- Salamon, J. (2006), «Les temps éclatés des espaces publics. Le cas de la place Jean Macé à Lyon », *Annales de la recherche urbaine, publication sur le site*, http://www.annalesdelarechercheurbaine.fr/article.php3?id_article=476
- Salamon, J. (2006), «Construire le paysage avec les habitants », *Vivre et habiter le*

VI^e Colloque International « TIC & Territoire : Quels développements ? »

14 & 15 juin 2007

Université Jean Moulin, Lyon III

paysage au Moyen-Orient, actes du colloque international du 28 et 29 novembre 2005, Chaire UNESCO en paysage et environnement, Ordre des Ingénieurs et architectes du Liban, p. 83-91.

De Courson, J. (1993), *Le projet de ville : un essai pratique*, Syros, Paris.

Tomas, F. (1995), «Projets urbains et projets de ville. La nouvelle culture a 20 ans », *Annales de la recherche urbain*. n° 68-69, p. 135-143.

Toussaint J-Y., Zimmermann, M. (1998), *Projet urbain : ménager les gens, aménager la ville*, Ed. Margada, Bruxelles.

Charte de la participation du Grand Lyon, 2003

Bilan de la participation, Grand Lyon, 2005

Guide méthodologique de la concertation du Grand Lyon, 2006

Le quotidien Le progrès du : 14 octobre 2005, 10 avril 2006, 30 mars 2007